



## Feuille de route 2021 de la coalition Adaptation et eau en Afrique

Coalition Eau, Eau Vive, OIF/IFDD, OFQJ, PFE, RECOJAC, RC&D, ICLEI Afrique

Cette feuille de route 2021/2022 vise à stimuler une logique dynamique en route vers le prochain Sommet Climate Chance - Afrique où pourront être présentés les nouveaux objectifs ainsi que des exemples concrets (en annexe) pouvant influencer la révision des Contributions Déterminées au niveau National (CDNs) prévues pour la COP26 en novembre.

### I – OU EN SOMMES-NOUS ?

#### Les enjeux de l'adaptation et eau en Afrique

Les impacts du changement climatique sur la ressource en eau en Afrique sont et seront multiples, et avec de forts contrastes sur l'ensemble du continent, accentuant des déséquilibres hydriques déjà existants<sup>1</sup> et mettant en exergue les déficits en infrastructures et en équipement. La part de la population africaine qui pourrait être confrontée à un stress hydrique est en train d'augmenter. Dans le monde entier, 3,6 milliards de personnes (près de la moitié de la population mondiale) vivent actuellement dans des zones qui connaissent une pénurie d'eau pendant un mois chaque année. Selon l'UNESCO, la population touchée « *pourrait atteindre 4,8 milliards à 5,7 milliards en 2050.* », rendant ce problème plus urgent que jamais.

En parallèle, la population du continent tend à s'urbaniser rapidement. D'ici à 2040, près de 6 Africains sur 10 vivront en ville, exacerbant la question de l'approvisionnement et de la gestion de la ressource en eau des villes. Selon un rapport de l'UNESCO<sup>2</sup>, le secteur de l'eau va continuer de gagner en importance avec la demande mondiale en eau qui augmente d'environ 1% par an.

D'après un communiqué de presse de la CCNUCC<sup>3</sup>, les populations touchées ou menacées par les risques d'inondations va continuer à augmenter sévèrement dans les prochaines années. En effet, « *D'ici à 2050, le nombre de personnes menacées par les inondations passera de 1,2 milliard à 1,6 milliard. Au début et jusqu'au milieu des années 2010, 1,9 milliard de personnes, soit 27 % de la population mondiale, vivaient dans des régions où l'eau pouvait se faire très rare. En 2050, ce seront entre 2,7 et 3,2 milliards de personnes qui seront concernées.* ».

Diane Binder qui est intervenue lors du premier atelier de la coalition en 2018 à Abidjan, au nom de Suez, a cité 3 défis majeurs à relever :

- 1) La disponibilité en permanence de l'eau en quantité et en qualité suffisante (réfléchir en particulier à des sources alternatives),
- 2) La distribution de cette ressource (réduire les fuites, assurer le développement d'un tissu de PME/start-up locales)
- 3) La gestion des extrêmes (sensibiliser/faire évoluer les comportements vis-à-vis de l'eau).

---

<sup>1</sup> Selon le World Water Council, les 6 pays les plus riches en eau, situés en Afrique de l'Ouest et centrale, détiennent 54% des ressources totales du continent.

<sup>2</sup> UNESCO, « Les solutions fondées sur la nature pour la gestion de l'eau » 2018

<sup>3</sup> Communiqué de presse, CCNUCC, 2020 <https://unfccc.int/fr/news/une-action-transformationnelle-est-necessaire-pour-atteindre-les-objectifs-de-l-accord-de-paris>



### **Les solutions pour la ressource eau, deux exemples des organisations partenaires :**

De manière générale, les solutions existent et lorsqu'elles sont mises en œuvre, elles ont des impacts très importants. Pour illustrer ce propos, notons l'exemple présenté par CGLU-Afrique lors de l'atelier de 2018 : à Casablanca, en 20 ans, le travail sur la réduction des pertes a permis d'économiser la ressource pour l'équivalent d'une ville de 1 million d'habitants.

Plus récemment présenté lors de l'Atelier Virtuel de la coalition en septembre 2020, le programme GIRE (gestion intégrée des ressources en eau) incluant le projet OmiDelta avec le royaume des Pays-Bas et GIRE Solutions fondées sur la Nature (SfN) Ouémé avec l'AESN a fixé l'objectif à long terme (d'ici 15 ans) de réduire de 15% les inondations dans la basse et moyenne vallée de l'Ouémé. Cet objectif est formulé à court terme (d'ici la fin des projets en juin 2021) pour réduire ces inondations de 3%. Grâce à des actions mises en place dans le cadre du programme telles que la sensibilisation au niveau de la communauté, les SfN pour freiner le ruissellement et augmenter l'infiltration, l'organisation de la filière sable et la réalisation d'ouvrages de stockage et de conservation de l'eau de ruissellement, **l'objectif de réduction de 3% devrait être atteint de même que celui de 15% à long terme.**

Climate Chance souligne la **nécessité de travailler à plusieurs échelons territoriaux** (la ville et son hinterland, le pays, le bassin versant) en impliquant plus largement les acteurs. Les collectivités manquent de compétences en termes de gestion de la ressource. Par exemple à Abidjan, l'essentiel de la ville est alimenté par des nappes phréatiques, aujourd'hui en baisse inquiétante et on note que peu de réactions des responsables de l'hydraulique. Cela s'explique en partie par le **manque de formations dédiées sur le continent africain malgré quelques initiatives majeures** (par exemple le Master sur les ressources en eau et les risques environnementaux dans les métropoles africaines commun à 5 universités africaines partenaires : Université d'Abomey Calavi, Université Nangui Abrogoua, Institut National Polytechnique Houphouët Boigny, Université Yaoundé I, Université Ngaoundéré – cf. <http://www.marema.org/>).

**Les acteurs non-étatiques doivent s'appropriier la question de l'adaptation et de l'eau en particulier.** Les documents stratégiques climat (Plans nationaux d'adaptation et Contributions déterminées au niveau national) ne permettent pas « d'embarquer » les entreprises qui ne se sentent pas vraiment concernées, car ils n'identifient pas spécifiquement l'impact du risque climatique sur leur propre « chaîne de valeur ». Les plans nationaux d'adaptation ont plusieurs limites, à commencer par l'absence de « territorialisation » des enjeux et par la faible inclusion du secteur privé.

### L'accès aux financements pour l'Adaptation et eau

D'après des données de Climate Funds Update<sup>4</sup>, les fonds les plus importants opérant en Afrique subsaharienne sont le Fonds Vert pour le Climat (1 326 millions \$) suivis du Fonds pour les pays les moins avancés (783 millions \$), le Clean Technology Fund (496 millions \$) et le Fonds pour l'Adaptation (264 millions \$). Il est important de noter qu'environ 43 % des fonds alloués sont dédiés à l'adaptation dans la région, soit 2 127 millions \$. Les autres secteurs recevant les fonds sont l'atténuation (générale) et l'atténuation REDD. De plus, nous pouvons noter que selon rapport récent des Nations Unies sur le progrès en lien avec l'ODD6, « *Tant les engagements (+11%) que les décaissements (+3%) de l'APD au secteur de l'eau ont augmenté en termes réels au cours de la*

<sup>4</sup> Funds operating in Sub-Saharan Africa <https://climatefundsupdate.org/data-dashboard/regions/>



période 2015 à 2019, y compris 644 millions de dollars supplémentaires pour l'Afrique subsaharienne.»<sup>5</sup>.

Les coûts de l'adaptation pourraient représenter jusqu'à 6% du PIB du continent africain dans un monde à +4°C (1% dans un monde en deçà de +2°C)<sup>6</sup>. Outre les volumes de financement trop limités, ce sont les modalités d'accès aux financements qui sont limités pour les acteurs africains, étatiques et non-étatiques.

Il existe plusieurs barrières dans l'accès aux financements pour le secteur adaptation et eau, selon l'OCDE<sup>7</sup>, cela peut être dû à la taille des projets travaillant sur l'eau, souvent considérés comme trop « petits » et spécifiques. Les projets doivent également pouvoir montrer des données suffisamment à jour et importantes pour rendre les dossiers de financement plus solides. Un autre défi majeur dans l'accès aux financements pour les projets du secteur de l'eau se trouve au niveau de la ressource elle-même, généralement sous-évaluée et non dûment comptabilisée par les investisseurs qui dépendent eux-mêmes de la ressource.

#### Des outils pour le financement de l'adaptation :

Luc Gnacadja et Louise Brown (AfDB) ont présenté lors de l'Atelier d'Abidjan en 2018, un outil en cours de montage pour permettre une plus grande implication du secteur privé dans le financement de l'adaptation : « Adaptation Benefit Mechanism » (<https://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/adaptation-benefit-mechanism-abm/>), sur le même principe que le « Clean Development Mechanism » (result-based finance). Ce projet pilote qui a démarré officiellement en 2019 jusqu'à 2023, sera mis en place grâce à des partenaires tel quel UNCDF. Il y aura 10 à 12 projets pilotes sur le continent africain. Les tests se feront sur des projets à petite échelle qui sont répliquable et adaptable et qui nécessitent des fonds pour continuer l'opérationnalisation du projet.

À la suite de cette phase préparatoire, l'infrastructure suffisante, le travail méthodologique et la sensibilisation devront être mis au point.

Un projet pilote est actuellement mené en Tanzanie pour le soutien de petits agriculteurs, avec seulement 11% de financement publics qui ont permis de lever 51% de financements auprès des banques commerciales locales.

La Fondation Magic System a présenté un projet d'adaptation basé sur une cryptomonnaie, le watercoin, initié par une start-up toulousaine, et permettant l'achat d'eau potable en ligne par la population locale (<http://www.jeuneafrique.com/544348/economie/le-watercoin-une-cryptomonnaie-pour-securiser-lacces-a-leau-en-afrique/>).

ICLEI Afrique, le plus récent co-pilote de la Coalition, a partagé le **Programme d'actions transformatrices TAP** - un pipeline de projets et une facilité de préparation de projets développés par ICLEI et ses partenaires - agit comme un incubateur qui soutient les gouvernements locaux et régionaux en catalysant les flux de capitaux pour un développement à faible ou sans émission et résilient au climat. Grâce au TAP, les gouvernements locaux et régionaux reçoivent un soutien pour développer des concepts de projets climatiques en projets d'infrastructure durable à faible risque, à haute faisabilité et à fort impact. Cette plateforme

<sup>5</sup> UN Water, "Summary Progress Update 2021: SDG 6 — water and sanitation for all" March 2021 <https://www.unwater.org/online-event-to-launch-the-un-water-sdg-6-summary-progress-update/>

<sup>6</sup> UNEP Adaptation Gap Report, 2016, [http://africanclimatefinancehub.net/wp-content/uploads/2017/09/Africas\\_adaptation\\_gap\\_2\\_Bridging\\_the\\_gap\\_mobilising\\_sources\\_2015.pdf](http://africanclimatefinancehub.net/wp-content/uploads/2017/09/Africas_adaptation_gap_2_Bridging_the_gap_mobilising_sources_2015.pdf)

<sup>7</sup> OECD "Financing water Investing in sustainable growth" 2018



permet de mettre en relation les acteurs locaux du climat, les experts techniques et les institutions financières. Lien vers le programme : <https://iclei.org/en/TAP.html>

D'autres outils de financements dédiés au secteur de l'eau existent, comme la Facilité africaine de l'eau (<https://www.africanwaterfacility.org/fr/a-propos-de-la-fae/>), initiative pilotée par le Conseil des Ministres africains de l'eau et destinée à mobiliser des ressources pour financer des activités de développement des ressources en eau en Afrique. Elle est hébergée et administrée par la Banque Africaine de développement et octroie des subventions comprises entre 50 000 et 5 000 000 €, y compris auprès des acteurs non-étatiques éligibles.

Le déficit de recherche sur l'eau est toujours d'actualité. Le sujet de l'eau est mal considéré et financé par les gouvernements nationaux du continent, et un manque de vulgarisation scientifique auprès des acteurs non-étatiques (collectivités en particulier, alors que l'eau fait généralement partie des compétences qui leur sont dévolues). Plusieurs initiatives existent mais souffrent d'une trop faible communication.

## II – OU SOUHAITONS-NOUS ALLER ?

### Les Solutions Fondées sur la Nature (SfN) pour l'adaptation et l'eau

Avec comme objectif de créer davantage de liens entre l'Agenda climat et l'Agenda biodiversité, Climate Chance souhaite saisir l'opportunité de valoriser certaines solutions fondées sur la nature pour l'adaptation et l'eau et les intégrer dans la vision de la coalition pour les prochains mois. Rappelons donc que « *Les solutions fondées sur la nature (SfN) pour la gestion de l'eau sont inspirées par et s'appuient sur la nature et utilisent, ou imitent, des processus naturels pour améliorer la gestion de l'eau* »<sup>8</sup> (UNESCO). Dans le cadre de l'adaptation et l'eau, nous mettons en annexe des bonnes pratiques particulièrement innovantes et répliquables du secteur intégrant des SfN sur le continent africain.

### Les objectifs pour 2021

La vision de la coalition pour la période 2021-2022 doit s'appuyer notamment sur l'activation des synergies, notons les 4 objectifs suivants :

- **Objectif 1 :** contribuer à l'amélioration de l'accès au financement pour les projets d'adaptation et eau
- **Objectif 2 :** contribuer au renforcement des collectivités locales et réussir la mobilisation des territoires avec la sensibilisation des citoyens, avec des messages adaptés aux réalités des territoires concernant la ressource en eau.
- **Objectif 3 :** améliorer la coordination des actions et structuration des actions de planification territoriale. Permettre la coordination et optimisation des synergies pour voir l'émergence de filières locales.
- **Objectif 4 :** Donner des moyens au monde de la recherche africain sur la ressource en eau et le climat et vulgariser les études produites pour la prise de décision locale.

Plusieurs évènements internationaux d'ampleur sont à considérer car ils constitueront des étapes majeures et des opportunités de mise en commun des progrès et échange des pratiques inspirantes sur le continent :

---

<sup>8</sup> UNESCO, « Les solutions fondées sur la nature pour la gestion de l'eau » 2018



- La COP15 biodiversité en mai 2021
- Le troisième Sommet Climate Chance au 2<sup>nd</sup> semestre 2021
- La COP26 en novembre 2021
- Le congrès pour la nature IUCN en septembre 2021
- Le 9<sup>ème</sup> forum mondial de l'eau à Dakar en 2022

### III – COMMENT SOUHAITONS-NOUS Y ALLER ?

Il faut être réaliste sur la capacité des acteurs à se mobiliser dans des dynamiques collectives, sans animateur dédié 100% de son temps. L'Association Climate Chance ne peut mettre à disposition une ressource humaine à temps complet et compte sur les acteurs engagés dans la coalition. A ce titre, il est proposé de cibler uniquement deux ou trois actions à inclure dans la feuille de route 2021-2022 pour être réalistes et de façon à pouvoir mesurer les progrès.

- **Action 1 : Diffusion de l'information**

Informations générales sur le secteur de l'adaptation et eau :

Depuis 2018, une liste de diffusion [Adaptation.Af@climate-chance.org](mailto:Adaptation.Af@climate-chance.org) destinée à favoriser les échanges entre acteurs de la coalition. Cette liste de diffusion permet le partage de toute information pertinente sur le secteur: opportunité de financements, appels à projets, opportunités de formation, événements intéressants, etc. Aujourd'hui, elle compte plus de 500 et est essentiellement animée par l'équipe Climate Chance, ce qui reste insuffisant. **Les membres de la coalition sont vivement invités à partager toute information pouvant être utile pour les autres membres.**

Informations sur les opportunités de financement

Comme mentionné lors des Ateliers précédents, les membres de la coalition ressentent le besoin d'améliorer leur **accès aux informations reliées aux financements**. En effet, afin de tenter de répondre à cette problématique majeure, Climate Chance prépare courant 2021, **une étude de préfiguration sur un Portail des financements climat accessibles aux acteurs non-étatiques**. Ce Portail aura comme vocation de diffuser en continu les opportunités de financements en cours pour les acteurs non-étatiques dans la région africaine. Afin de rendre ce portail le plus efficient et utile que possible, Climate Chance est ouvert à toute proposition de la part des membres de la coalition sur les critères souhaités de ce Portail (les types de fonds, la durée etc) et souhaiterait également en savoir plus sur les obstacles souvent rencontrés par les acteurs non-étatiques dans leur recherche de financement.

- **Action 2 : Mapping des acteurs et repérage des Solutions fondées sur la Nature portées par les acteurs non-étatiques**

Nous proposons que les membres de la coalition effectuent en continu un mapping d'acteurs intéressants, de bonnes pratiques, de projets particulièrement impactant et répliquables à grande échelle du secteur de l'adaptation et eau. Climate Chance pourrait valoriser ces initiatives à travers sa [Cartographie de l'Action](#), la [Bibliothèque du Climat](#), des publications dans les [Bilans de l'Observatoire](#) ou des publications sur les réseaux sociaux de l'association.

Avec l'« Adaptation et résilience » ainsi que la « Nature » comme grands thèmes de la prochaine COP26 en novembre 2021, nous souhaitons repérer davantage d'exemples de **Solutions fondées**

**La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :**  
**Coalition Eau, Eau Vive, OIF/IFDD, OFQJ, PFE, RECOJAC, RC&D, ICLEI AFRIQUE**



**CLIMATE  
CHANCE**

**sur la Nature pour l'adaptation et l'eau** afin de promouvoir des projets améliorant le bien-être social, la sécurité alimentaire et renforçant la conservation de la biodiversité. Ces projets pourront également bénéficier de valorisation à travers notre Portail de l'Action, et plus globalement, ils pourront inspirer la communauté d'acteurs non-étatiques faisant partie de la coalition. Pour partager un projet, il suffit de [remplir ce formulaire](#).



### 3 projets présentés lors de l'Atelier Virtuel de la coalition du 4 mars 2021 :

- 1) Le Programme « Des Mangroves et Des Hommes » d'Up2Green Reforestation en partenariat avec l'Océanium de Dakar, une association sénégalaise de protection des ressources naturelles. Présenté par Margot Ahr, Coordinatrice des programmes en Afrique, Inde et France.



#### La chronologie du programme :

- 2011 : partenariat avec Up2green Reforestation pour le reboisement de mangrove
- 2018 : partenariat avec Up2green pour un projet pilote sur la préservation du riz de Casamance et le lancement d'un programme d'apiculture dans la mangrove
- 2021 : développement d'une filière apicole

#### Les bénéficiaires :

- De nombreux villages Diolas de Basse Casamance
- 63 riziculteurs Diolas
- Groupe d'intérêt économique (GIE) de 5 femmes pour le projet apicole

#### Les objectifs :

- Reboiser la mangrove
- Protéger les littoraux
- Restaurer les ressources halieutiques (huitres, poisson, crevettes ...)
- Créer des activités économiques favorables à la préservation de la mangrove
- Prévenir la salinisation des sols et ainsi protéger les rizières cultivées à proximité de la mangrove
- Préserver la biodiversité
- Stocker du carbone atmosphérique

#### La répliquabilité :

- Priorité et accès à financements pour la préservation des zones humides, dont mangroves pour l'adaptation au changement climatique
- Objectif : fédérer un réseau multi-acteurs pour protéger et reboiser la mangrove
- Mangrove : technique de plantations de Rhizophora relativement simple et facilement répliquable
- Attention : mobilisation des communautés locales cruciale pour la réussite du projet



- 2) Le « **Projet Pave** » de la **Conservation Alliance International - Ghana**. Présenté par Paa Kofi Osei-Owusu, Chargé du changement climatique et gestion de l'eau.



**La technologie d'irrigation Pave** (dans le cadre du projet Pave) est un système d'irrigation qui capte l'excès d'eau des crues sur les terres agricoles, filtre, et injecte l'excès d'eau sous terre pendant les périodes de pluie et d'inondation. L'eau stockée est extraite pendant la saison sèche pour l'agriculture. Une unité peut irriguer jusqu'à 5 acres de terre.

Six étapes pour la construction de la technologie Pave :

- 1) Engagement des acteurs
- 2) Sélection et évaluation du site (conditions agronomiques, de surface et de sous-sol)
- 3) Échantillonnage du sol (à des fins agronomiques)
- 4) Installation (étude de résistivité, forage, pompage d'essai)
- 5) Construction d'un système de filtration
- 6) Utilisation pour les activités de culture

**Localisation et implication des acteurs :**

- **8 communautés du nord du Ghana** ont été engagées pour le projet avec 322 agriculteurs qui ont directement participé à la phase pilote
- Forte implication des artisans et les agriculteurs locaux tout au long du processus
- Le projet est financé par l'US AID

**Les résultats qualitatifs :**

- Des cultures supplémentaires pendant la saison sèche - bra, pastèques okro, concombres et courges musquées ainsi que des cultures vivrières d'une valeur de 150 GHS, soit une augmentation d'environ 7,5 % des revenus.
- Baisse du nombre d'agricultrices souhaitant migrer vers le sud du Ghana, et donc réduction de l'exposition à la violence sexiste.
- Diminution des activités agricoles dans les zones tampons riveraines
- Renforcement des liens communautaires, intérêt accru pour la culture des légumes de saison sèche et meilleure connaissance de la pertinence de la lutte intégrée contre les parasites en raison de l'incidence accrue des parasites.

**La répliquabilité et la mise à l'échelle :**

- Le projet sera étendu aux huit communautés
- Le modèle de cette session sera basé sur des modèles d'entreprises à but lucratif (et non à but lucratif)
- L'équipe du projet a établi un partenariat avec Pattern Food Limited pour le marketing
- Plusieurs partenariats à venir avec certains hôtels et restaurants de Tamale
- La superficie irriguée sera étendue dans chacune des communautés bénéficiaires.



Le programme "Urban Natural Assets for Africa" (UNA) porté par ICLEI Africa et mis en œuvre par le Centre Biodiversité des Villes d'ICLEI (*Cities Biodiversity Center*). Présenté par Tarryn Quayle, Professional Officer pour la Gestion Intégrée de l'eau en milieu urbain.



URBAN NATURAL ASSETS FOR AFRICA  
**Rivers for life**

#### Les objectifs :

- Ce projet innovant est conçu pour aider les collectivités locales africaines à relever les défis quotidiens que représentent la protection et la revitalisation de leur patrimoine naturel urbain, en particulier leurs réseaux fluviaux. Il vise à intégrer des solutions fondées sur la nature dans l'aménagement du territoire afin d'accroître la résilience.
- **Intégrer** la biodiversité et les solutions fondées sur la nature dans les processus d'aménagement du territoire et de prise de décision.
- **Accroître** la sensibilisation aux services écosystémiques par le renforcement des capacités
- **Mobiliser** les activités du projet en les alignant sur les politiques et processus internationaux (tels que les objectifs de biodiversité d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique et les objectifs de développement durable).
- **Améliorer** la coordination entre les principales parties prenantes afin qu'elles travaillent ensemble à l'intégration de la biodiversité dans l'aménagement du territoire.
- **Relier** les communautés locales à la nature pour encourager l'appréciation, l'activation culturelle et améliorer le bien-être humain.
- **Mettre en œuvre** des projets communautaires le long des réseaux fluviaux urbains afin d'améliorer la restauration et la revitalisation des cours d'eau, ainsi que le bien-être humain et la création de moyens de subsistance.
- *Ce projet est financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), par l'intermédiaire de SwedBio au Centre de résilience de Stockholm..*

#### Résultats :

- Renforcement des capacités de plus de 2000 parties prenantes africaines, complété par la fourniture d'informations appropriées sur les ressources naturelles aux décideurs afin de mettre la nature au service de la résilience.
- Développement d'une série d'outils, de manuels, de notes d'orientation et d'histoires d'impact qui [se concentrent sur les processus entrepris pour intégrer la nature dans la pratique au niveau local.](#)
- Liens avec l'initiative [CitiesWithNature](#) qui vise à aider les villes à intégrer la nature au niveau local, en les soutenant dans leur démarche et en fournissant un centre de ressources.

La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :  
Coalition Eau, Eau Vive, OIF/IFDD, OFQJ, PFE, RECOJAC, RC&D, ICLEI AFRIQUE



- Renforcement des capacités de plus de 2000 parties prenantes africaines, complété par la fourniture d'informations appropriées sur les ressources naturelles aux décideurs afin de mettre la nature au service de la résilience.
- Développement d'une série d'outils, de manuels, de notes d'orientation et d'histoires d'impact qui mettent l'accent sur l'intégration de la nature.
- Liens avec l'initiative qui vise à aider les villes à intégrer la nature au niveau local, en les soutenant dans leur démarche et en fournissant un centre de ressources.